

Certifié conforme à l'acte transmis au contrôle de légalité



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil de Communauté de l'agglomération dijonnaise

Séance du jeudi 15 décembre 2011

Président : M. REBSAMEN

Secrétaires de séances : Mlle KOENDERS et M. MELOTTE

Convocation envoyée le 8 décembre 2011

Publié le 16 décembre 2011

Nombre de membres du Conseil de Communauté : 82

Nombre de présents participant au vote : 65

Nombre de membres en exercice : 82

Nombre de procurations : 10

Membres présents :

M. François REBSAMEN	M. Jean-Pierre SOUMIER	M. Jean-Yves PIAN
M. Pierre PRIBETICH	M. André GERVAIS	Mlle Stéphanie MODDE
M. Jean ESMONIN	M. Alain MILLOT	M. Philippe CARBONNEL
Mme Colette POPARD	M. Joël MEKHANTAR	M. Alain LINGER
M. Rémi DETANG	M. Christophe BERTHIER	M. Franck MELOTTE
M. Jean-Patrick MASSON	M. Philippe DELVALEE	M. Louis LAURENT
M. José ALMEIDA	Mme Anne DILLENSEGER	M. Roland PONSAA
M. Jean-François DODET	M. Georges MAGLICA	M. François NOWOTNY
M. François DESEILLE	Mme Christine DURNERIN	M. Michel FORQUET
M. Laurent GRANDGUILLAUME	Mme Nelly METGE	M. Claude PICARD
M. Patrick CHAPUIS	Mme Elisabeth BIOT	M. Pierre PETITJEAN
M. Michel JULIEN	Mlle Christine MARTIN	Mme Claude DARCIAUX
Mme Marie-Françoise PETEL	Mlle Nathalie KOENDERS	M. Nicolas BOURNY
M. Gérard DUPIRE	Mme Marie-Josèphe DURNET-ARCHEREY	M. Jean-Philippe SCHMITT
Mme Catherine HERVIEU	M. Alain MARCHAND	M. Pierre-Olivier LEFEBVRE
M. Jean-Claude DOUHAI	M. Mohammed IZIMER	M. Jean-Claude GIRARD
M. Jean-Paul HESSE	Mme Hélène ROY	M. Patrick BAUDEMONT
Mlle Badiaâ MASLOUHI	Mme Myriam BERNARD	Mme Geneviève BILLAUT
M. Yves BERTELOOT	M. Mohamed BEKHTAOUI	M. Murat BAYAM
M. Patrick MOREAU	Mme Jacqueline GARRET-RICHARD	M. Michel BACHELARD
M. Dominique GRIMPRET	Mme Joëlle LEMOUZY	M. Philippe BELLEVILLE
M. Didier MARTIN		Mme Noëlle CABBILLARD.

Membres absents :

M. Gilbert MENU	M. François-André ALLAERT pouvoir à M. Gérard DUPIRE
M. Jean-François GONDELLIER	M. Benoît BORDAT pouvoir à M. Dominique GRIMPRET
Mme Elizabeth REVEL-LEFEVRE	Mme Françoise TENENBAUM pouvoir à M. Pierre PRIBETICH
M. Lucien BRENOT	Mme Christine MASSU pouvoir à M. François NOWOTNY
M. Michel ROTGER	Mme Dominique BEGIN-CLAUDET pouvoir à M. Michel FORQUET
M. Philippe GUYARD	M. Gaston FOUCHERES pouvoir à M. Patrick CHAPUIS
M. Rémi DELATTE	M. Gilles MATHEY pouvoir à M. Pierre-Olivier LEFEBVRE
	Mme Françoise EHRE pouvoir à M. Jean-Claude GIRARD
	M. Norbert CHEVIGNY pouvoir à M. Philippe BELLEVILLE
	M. Gilles TRAHARD pouvoir à Mme Noëlle CABBILLARD.

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES

Stade d'athlétisme Colette Besson - Tarification applicable au 1er janvier 2012

Le stade d'athlétisme Colette BESSON est destiné en priorité aux clubs de l'agglomération dijonnaise et aux universitaires.

Il est proposé :

- d'accorder la gratuité pour les entraînements, les matchs et les manifestations sportives organisées par : les associations, les clubs et les groupements sportifs du Grand Dijon, ainsi que les établissements d'enseignement du 1^{er} degré implantés sur le territoire communautaire, les associations et structures sportives de l' Université de Bourgogne et les élèves et enseignants du CREPS Dijon Bourgogne ;
- de fixer les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 sur la base d'une augmentation de 1,5% par rapport aux tarifs 2011, soit :

Collèges publics et privés	6,11 € /heure
Lycées publics et privés	8,67 € / heure
Autres utilisateurs	<u>Entraînements</u> : Salles : 29,21 €/heure Stades : 13,27 € par tranche de 2 heures <u>Compétitions</u> : Salles : 65,01 € par tranche de 4 heures Stades : Forfait de 95,62 €/heure

L'utilisation à titre gratuit et payant donnera lieu à l'établissement d'une convention entre l'utilisateur et le Grand Dijon.

Il est précisé que la gratuité ne s'applique pas pour l'organisation d'activités développées par ces utilisateurs à des fins privatives et commerciales.

Vu l'avis de la Commission,

LE CONSEIL,
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
DÉCIDE :

- **d'approuver** les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- **d'approuver** la convention cadre ci-annexée et autorise les modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale ;
- **d'approuver** Monsieur le Président à signer les conventions d'utilisation avec les utilisateurs.

Convention **relative à la mise à disposition du Stade d'Athlétisme Colette BESSON**

Entre les soussignés :

La Communauté de l'agglomération dijonnaise, représentée par son Président Monsieur François REBSAMEN, dûment habilité par délibération en date du _____, ci-après désignée par le « Grand Dijon »

Et,

L'<UTILISATEUR>

Préalablement, il est exposé :

Le Grand Dijon a construit en 2006-2007 un stade d'athlétisme de plein air déclaré d'intérêt communautaire par délibération en date du 9 février 2006. La gestion de l'animation sportive de l'équipement (planning et manifestations sportives) a été confiée par convention à la Ville de Dijon.

La présente convention a pour objectif de déterminer les modalités d'utilisation de l'équipement par les clubs ou associations sportives.

Ceci étant exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Conditions d'occupation

Le stade est mis à la disposition des clubs et associations ou établissements scolaires dûment reconnus par le Grand Dijon, aux jours et heures fixés par le planning annuel établi en début d'année scolaire, agréé par l'ensemble des utilisateurs, sous l'autorité de Monsieur le Président ou de son représentant.

L'occupant est tenu de respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Article 2 - Durée

La présente convention prend effet dès sa notification par le Grand Dijon au preneur, après transmission au contrôle de légalité.

Elle pourra être reconduite chaque saison dans les conditions suivantes :

Lors de la procédure annuelle de renouvellement d'occupation des installations sportives, la démarche du preneur d'apparaître au planning du stade Colette Besson vaudra demande écrite de reconduction. En retour, l'inscription éventuelle du preneur au planning d'utilisation de la saison considérée entérinera le renouvellement expresse de la présente convention.

L'une ou l'autre partie pourra faire cesser la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, avant le 30 juin de l'année en cours.

Article 3 - Destination

L'occupant devra utiliser les lieux mis à disposition pour l'exercice de ses activités sportives, à l'exclusion de toute autre activité, sauf accord ponctuel et écrit du Grand Dijon.

Le règlement intérieur annexé à la convention, sera applicable dans l'enceinte du bâtiment et devra être scrupuleusement respecté par l'occupant.

Article 4 - Gestion des badges d'accès

Toute remise de badges d'accès permettant l'accès aux locaux donnera lieu à la signature d'une prise en charge par l'occupant.

Ce dernier en est seul responsable et s'engage à les restituer dès lors que cesseront ses fonctions au sein de l'association, de l'établissement scolaire ou de l'organisme ou lorsque <UTILISATEUR> cessera d'utiliser les locaux, et à rembourser à la Ville de Dijon le remplacement, en cas de perte ou de vol, conformément à la délibération du Conseil municipal du 25 septembre 2006.

Article 5 - Entretien et nettoyage des lieux

L'occupant veillera à maintenir en bon état de propreté l'intérieur de l'ensemble des locaux mis à sa disposition durant la période d'occupation.

Il fera à cet effet bon usage des moyens mis à sa disposition, poubelles, nécessaire d'entretien (serpillières, seaux, balais, etc ...)

Article 6 - Utilisation générale et sécurité

L'occupant exercera son activité à son seul bénéfice et sous sa seule responsabilité, sans que celle du Grand Dijon ne puisse être recherchée à raison de son exploitation.

Toutes les activités sportives devront se dérouler en présence continue, du début à la fin de la séance, d'un professeur, d'un cadre technique ou d'un entraîneur, dûment qualifié et habilité par son Président de club ou son Chef d'établissement. Leurs noms, âges et qualités seront communiqués à la Direction des Sports de la Ville de Dijon.

Le responsable désigné s'engage à faire respecter les règles de sécurité par les personnes dont il assure l'encadrement. Il reconnaît avoir pris à cet égard connaissance de l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction, des itinéraires d'évacuation et issues de secours au moyen du plan affiché sur chaque site.

Le responsable veillera à ce que les issues de secours restent en permanence fermées car toutes ouvertures intempestives déclenchera une procédure d'alarme.

Lors de son arrivée, le responsable devra alerter l'agent de maintenance de toute anomalie constatée nuisant au bon fonctionnement du site telle que fuite d'eau, dysfonctionnement électrique, dégradation, effraction, etc... Les numéros d'urgences sont affichés dans le couloir des vestiaires.

Toute personne accédant au stade et aux vestiaires en aura préalablement reçu l'autorisation par le responsable d'activité.

En cas de perturbation de la séance par des personnes non autorisées, le responsable d'activité devra en alerter le Service des Sports de la Ville de Dijon, voire la police municipale ou nationale si les circonstances l'exigent.

Un carnet de liaison sera à la disposition de l'occupant qui pourra y consigner toutes les remarques jugées utiles d'être portées à la connaissance de la Direction des Sports de la Ville de Dijon et du Grand Dijon.

L'occupant devra avoir en sa possession une trousse de secours adaptée aux risques encourus par la pratique de la discipline sportive, la pharmacie du site mis à disposition étant composée de produits pharmaceutiques basiques.

Article 7 - Occupation des lieux

L'heure de fin de mise à disposition du site correspond, pour les derniers créneaux horaires de la matinée et de la soirée, à l'heure de sortie du site (aire de jeux et vestiaires). A cette fin, le Grand Dijon se réserve le droit de programmer l'extinction progressive de l'éclairage du site afin de faire respecter cette consigne.

A la fin du créneau horaire mis à disposition, l'occupant veillera à la fermeture des portes et accès, à l'extinction de l'éclairage et à la bonne fermeture des points d'eau des différents locaux utilisés.

L'occupation est consentie au cocontractant intuitu personae.

Toute cession est interdite, sauf autorisation expresse du Grand Dijon.

Article 8 - Matériel

Les matériels introduits par les occupants désignés explicitement sont à la charge de ceux-ci.

L'autorisation de stocker ces matériels sur place devra être préalablement sollicitée auprès de la Direction des Sports. En cas d'accord, la collectivité ne répond pas des vols ou actes de vandalisme dont ce matériel pourrait être l'objet.

Article 9 - Assurance

Il est convenu, d'un commun accord entre l'occupant et le Grand Dijon, que chacune des deux entités interviendra, en ce qui la concerne, en matière d'assurances.

A cet effet, préalablement à l'utilisation des locaux, l'occupant certifie avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, et pour la durée de l'occupation, toutes les assurances nécessaires destinées à la couverture des risques pouvant résulter des activités exercées sur le site au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition, notamment les risques ci-après énoncés :

- responsabilité civile ;
- risques locatifs incendie et dégâts des eaux à hauteur de 152 449 €.

Le Grand Dijon et son assureur renoncent à tout recours contre l'occupant pour les risques locatifs dépassant la limite de 152 449 € ci-dessus énoncés, le cas de malveillance excepté. De son côté, l'occupant renonce à engager un recours contre le Grand Dijon et son assureur à la suite de sinistres pouvant atteindre ses biens meubles.

L'occupant transmettra sous huit jours, à compter de la signature de la présente convention, et à peine de nullité de celle-ci, une copie du (des) contrat(s) d'assurance souscrit(s). et fournira chaque année, dans les 10 jours suivant la date anniversaire du contrat, l'attestation d'assurance correspondante.

Article 10 - Clause résolutoire

La convention de mise à disposition étant consentie sur le domaine public, elle présente un caractère précaire et révocable.

En outre, il est expressément convenu :

- que si l'occupant cessait d'avoir besoin des locaux, en cas par exemple de <DISSOL/FERMET> de <UTILISATEUR>, la présente convention deviendrait automatiquement caduque ;

- que si, pour des motifs d'intérêt général, le Grand Dijon avait besoin de cet ensemble immobilier, elle pourrait le reprendre à tout moment sans que l'occupant, qui sera avisé un mois à l'avance, ne puisse réclamer aucune indemnité de résiliation ou l'attribution de nouveaux bâtiments ;

- que le Grand Dijon pourra résilier la convention en cas de non-respect de l'une de ses clauses par l'occupant et se réserve le droit d'interdire l'accès au site sans autres formalités ;

- que le Grand Dijon pourra également résilier la convention dans le cas où l'occupant ne respecterait pas les lois, décrets et règlements, notamment en matière de bon ordre, d'hygiène, de propreté et de sécurité.

Dans les cas ci-dessus évoqués, la convention sera résiliée de plein droit un mois après mise en demeure restée sans effet, sans que l'occupant ne puisse solliciter quelque indemnité que ce soit et sans qu'il soit besoin de formuler une demande en justice.

Si l'occupant refusait d'évacuer les lieux, son expulsion serait immédiatement entreprise au besoin par requête portée devant le Président du Tribunal Administratif de Dijon statuant en référé.

La convention pourra enfin être résiliée, sans indemnité également, dans l'éventualité d'un cas de force majeure, rendant impossible le fonctionnement régulier de l'exploitation.

Dans tous les cas, la résiliation sera notifiée aux autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité, ni de part ni d'autre.

Il en sera de même à l'expiration normale de la présente convention.

Article 11 - Application de la convention

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation pourra être organisée en cas de besoin.

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation de la convention et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal Administratif de Dijon.

La présente convention pourra alors, en cas de nécessité et après accord entre les parties concernées, être modifiée par avenant, lequel ne saurait présenter aucun caractère rétroactif.

Fait à Dijon, le

Pour le Grand Dijon

<SIGNATURE>

Le Président,

Monsieur François REBSAMEN

<NOM>